



CHAPITRE 141

Loi modifiant la Loi concernant l'instruction publique dans la cité de Granby

[Sanctionnée le 5 mars 1959]

Préambule.

ATTENDU que le Bureau des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Granby, dans le comté de Shefford, a, par sa pétition, représenté que, pour assurer les progrès de l'éducation des enfants soumis à sa juridiction ainsi que pour la bonne administration de ses affaires, dont les frais de gestion sans cesse croissant exigent des revenus additionnels, il est devenu nécessaire d'adopter, par amendement de la loi 14-15 George VI, chapitre 114 (1950-51), une loi, lui permettant d'imposer et prélever, dans les limites de son territoire, une taxe d'éducation n'excédant pas deux (2%) pour cent;

Attendu que, pour les mêmes raisons, Les commissaires d'écoles catholiques de la paroisse Notre-Dame de Granby entendent bénéficier des avantages d'une telle loi en assujettissant leur territoire à cet impôt et qu'ils ont concouru dans cette demande;

Attendu que il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Les articles 1 et 2 de la loi 14-15 George VI, chapitre 114 (1950-51), sont remplacés par les articles 1 à 8 suivants:

CHAPTER 141

An Act to amend the Act respecting education in the city of Granby

[Assented to, the 5th of March, 1959]

WHEREAS the Board of Catholic school commissioners for the municipality of the city of Granby, in the county of Shefford, has, by its petition, represented that, to ensure the progress of education of the children under its jurisdiction, as well as for the proper administration of its affairs, the ever increasing management costs of which require additional revenues, it has become necessary to adopt, as an amendment to the act 14-15 George VI, chapter 114 (1950-51), an act empowering it to impose and levy, within the limits of its territory, an education tax not exceeding two (2%) per cent;

Whereas, for the same reasons, The Catholic school commissioners of the parish Notre-Dame de Granby intend to take advantage of such act by making their territory subject to such tax and have concurred in such petition;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Sections 1 and 2 of the act 14-15 George VI, chapter 114 (1950-51), are replaced by the following sections 1 to 8:

1950-51,
c. 114,
aa. 1-7,
remp.

1950-51,
c. 114,
ss. 1-7,
replaced.

Taxe d'éducation autorisée.

"1. Les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Granby, dans le comté de Shefford, peuvent, par résolution, imposer et prélever, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, en sus de tout autre taxe, une taxe spéciale n'excédant pas deux (2%) pour cent, dite taxe d'éducation, de même nature et conforme aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 88, et ses amendements), sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques y compris le gaz et l'électricité utilisés pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone vendus ou achetés dans tout le territoire soumis à leur juridiction et à celle des commissaires d'écoles catholiques de la paroisse Notre-Dame de Granby. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions et exemptions que la taxe perçue en vertu du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements, *mutatis mutandis*.

Achats hors du territoire.

"2. Toute personne résidant ordinairement dans le territoire soumis à la juridiction des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Granby et des commissaires d'écoles catholiques de la paroisse Notre-Dame de Granby ou y faisant affaires qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui y soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans le territoire soumis à la juridiction desdits commissaires d'écoles, doit immédiatement en faire rapport au secrétaire-trésorier de La municipalité scolaire de la cité de Granby en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer aux commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Granby, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payable si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans le territoire de La municipalité scolaire de

Education tax authorized.

"1. The Catholic school commissioners for the municipality of the city of Granby, in the county of Shefford, may, by resolution, impose and levy, from the coming into force of this act, in addition to any other tax, a special tax not exceeding two (2%) per cent, called education tax, of the same kind and in accordance with the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 88, and its amendments), on the retail sale or purchase price of all moveables, moveable effects, merchandise and articles of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service, sold or purchased within the territory under their jurisdiction and that of the Catholic school commissioners of the parish Notre-Dame de Granby. The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions and exemptions as the tax levied under the chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments, *mutatis mutandis*.

Purchases outside territory.

"2. Every person ordinarily residing within the territory under the jurisdiction of the Catholic school commissioners for the municipality of the city of Granby and of the Catholic school commissioners of the parish Notre-Dame de Granby, or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be brought or delivered to him there any moveable property, for consumption or use in the territory under the jurisdiction of the said school commissioners, shall immediately report the same to the secretary-treasurer of The school municipality of the city of Granby, transmitting or producing to the latter the invoice, if any, together with such information as he may require, and shall also pay to the Catholic school commissioners for the municipality of the city of Granby, on the purchase price, the same tax on the consumption or use of such property as would have been paid if such property had been purchased at the same price at a retail sale within the territory of The

la cité de Granby et de La municipalité scolaire Notre-Dame de Granby.

school municipality of the city of Granby and of The school municipality of Notre-Dame de Granby.

Conven-
tions.

“3. Les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Granby sont autorisés à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de la taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

“3. The Catholic school commissioners for the municipality of the city of Granby are authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act. Agree-
ments.

Stipula-
tion.

“4. Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Granby, d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 88, et ses amendements).

“4. Such agreements may stipulate that the secretary-treasurer of the Catholic school commissioners for the municipality of the city of Granby, shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 88, and its amendments). Stipula-
tion.

Droits
trans-
portés.

“5. Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits des commissaires d'écoles concernant la perception de la taxe d'éducation et les poursuites pour infractions à la présente loi.

“5. Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the school commissioners respecting the collection of the education tax and actions for infringement of this act. Rights
trans-
ferred.

Disposi-
tion ap-
plicable.

“6. L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements, est déclaré applicable à la taxe d'éducation imposée par les commissaires d'écoles en vertu de la présente loi, *mutatis mutandis*.

“6. Section 28 of chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments, shall apply to the education tax imposed by the school commissioners under this act, *mutatis mutandis*. Provision
to apply.

Partage
du re-
venu.

“7. Le revenu perçu au moyen de cette taxe d'éducation sera, après déduction des dépenses encourues pour l'imposition et la perception de ladite taxe, partagé entre Les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Granby, les syndics protestants ainsi que Les commissaires d'écoles catholiques de la paroisse Notre-Dame de Granby, dans le comté de Shefford, au prorata du nombre d'enfants de chacune des dénominations religieuses catholique romaine et protestante respectivement domiciliés dans les territoires soumis à la juridiction de chacune des corporations scolaires concernées tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la Loi de l'instruction publique. A défaut d'en-

“7. The revenue collected by means of such education tax shall, after deduction of the expenses incurred for the imposition and collection of such tax, be divided between The Catholic school commissioners for the municipality of the city of Granby, the Protestant trustees, and The Catholic school commissioners of the parish Notre-Dame de Granby, in the county of Shefford, proportionately to the number of children of each of the Roman Catholic and Protestant religious denominations, respectively, residing in the territories under the jurisdiction of each of the school corporations concerned such as fixed by the census provided for in section 285 of the Education Act. In default of any agreement between the Division
of re-
venue.

tente entre les parties pour établir cette proportion, la décision du surintendant de l'instruction publique à ce sujet est définitive. parties to establish such proportion, the decision of the Superintendent of Education in this matter shall be final.

Entrée en vigueur. "8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction."

"8. This act shall come into force on the day of its sanction." Coming into force.

Entrée en vigueur. 2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

2. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.
